



Rapport financier semestriel 2014
du groupe EPC

SOMMAIRE

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE 2014.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES	7

Note préliminaire

*L'arrêté semestriel au 30 juin 2014 est le premier arrêté intermédiaire établi selon les nouvelles normes comptables IFRS 10 et 11 qui ont été adoptées par L'Union Européenne le 29 décembre 2012. Celles-ci imposent la consolidation par mise en équivalence des **entreprises associées** **ou JV**. Les filiales Kemek, Kemek US, Exor, Modern Chemical Services, Nitrokemine Guinée et Société de Minage en Guinée qui était précédemment consolidées par intégration proportionnelle sont concernées par ce changement de norme.*

Toutes les données 2013 ont été retraitées à des fins de comparaison suite à l'adoption de ces normes par le Groupe à compter du 1er janvier 2014.

Afin de maintenir un niveau d'information adéquat sur les entreprises associées (y compris AREX et Croda EPC) qui constituent une part significative des activités du groupe, les chiffres de l'information sectorielle sont produits en utilisant la méthode de l'intégration proportionnelle (méthode également retenue par le management pour le suivi opérationnel).

Ces nouvelles normes affectent la présentation des chiffres mais n'ont aucun impact sur le Résultat Net.

Rapport d'activité semestriel
1^{er} semestre 2014

RETOUR A LA RENTABILITE POUR LE GROUPE EPC

Au premier semestre 2014 le groupe EPC renoue avec un **résultat net positif** dans un contexte de croissance modérée de son activité.

Grâce en particulier à une **amélioration des marges et aux résultats des restructurations** mises en place, **le résultat Opérationnel Courant progresse de 111%** par rapport au premier semestre 2013 ; le résultat opérationnel est **multiplié par 5** par rapport à juin 2013.

L'arrêté semestriel au 30 juin 2014 est le premier arrêté intermédiaire établi selon les nouvelles normes comptables IFRS 10 et 11

Ces nouvelles normes affectent la présentation des chiffres mais n'ont aucun impact sur le Résultat Net.

1. Progression de l'Activité Consolidée du Groupe (intégrant les entreprises associées) de 3,4% à taux de change et périmètre constant sur le premier semestre 2014

L'**Activité Consolidée** du Groupe (intégrant les entreprises associées) progresse de 6,3% et atteint 167,4 M€ contre 157,4 M€ en 2013. A taux de change et périmètre constant, il est en amélioration de 3,4% par rapport à l'activité du premier semestre de 2013.

Cette évolution confirme l'amélioration constatée sur les trois premiers mois de 2014 sur lesquels avait été enregistrée une hausse d'activité de 7%.

Le **Chiffre d'Affaires** semestriel réel, tenant compte des nouvelles normes applicables, s'établit pour sa part à 157,3 M€ contre 148,5 M€ à fin juin 2013, soit une hausse de 5,9%. A taux de change et périmètre constant, le chiffre d'affaires progresse de 2,7%.

En milliers d'euros	S1 2014	S1 2013	Variation		T2 2014	T2 2013
			Réelle	à taux de change et périmètre constants		
Europe	143 729	134 581	6,8%	3,1%	74 424	69 987
Afrique et Moyen Orient	23 686	22 866	3,6%	5,7%	13 717	13 388
Activité Consolidée (yc les co-entreprises)	167 415	157 447	6,3%	3,4%	88 141	83 375
Chiffre d'Affaires	157 300	148 500	5,9%	2,7%	81 115	76 231

L'écart entre l'évolution réelle et celle à taux de change et périmètre constant s'explique essentiellement par l'acquisition de Sigenci, dont la contribution s'élève à 4,2 M€ en 2014, et dans une moindre mesure par les écarts de change liés à l'évolution de l'Euro.

Sur la **zone Europe** l'activité est en hausse de plus de 3%. Cette progression est particulièrement marquée au Royaume Uni (+4.4%) où l'activité forage minage n'a pas été pénalisée comme en 2013 par les conditions climatiques, en Espagne qui bénéficie d'une certaine reprise économique depuis le début de l'année mais également d'un nouveau contrat minier, et en Suède où l'activité est toujours soutenue (+10,5%). Les ventes de KEMEK aux Etats-Unis se développent rapidement malgré un premier trimestre difficile du fait des conditions météo. La situation se redresse en Irlande et dans une moindre mesure en Italie.

L'activité est plus contrastée en France où le chiffre d'affaires global est en légère baisse. Le chiffre d'affaires réalisé dans les explosifs et le forage minage est, comme attendu, en net retrait du fait de la fin programmée de travaux d'infrastructure (ligne LGV principalement). Cette baisse d'activité avait été anticipée et avait justifié la mise en place du PSE fin 2013. L'activité des sociétés du pôle Démolition est en revanche en forte progression grâce à un bon carnet de commande conforté par l'enregistrement de contrats importants sur le premier semestre 2014.

L'activité de la **zone Afrique Moyen Orient** est également en croissance sur le deuxième semestre. Elle est en hausse de 3,6% en réel et de 5,7% à taux de change et périmètre constant. (l'écart entre ces deux chiffres étant imputable aux écarts de change). Cette évolution s'explique principalement par la poursuite de la montée en puissance de MCS et d'EPC Côte d'Ivoire. En revanche, le Maroc a connu un premier semestre décevant notamment du fait du retard pris par le démarrage du chantier sur le port de SAFI. Deux pays ont été particulièrement performants : le Sénégal avec une croissance de l'activité de 16% et le Gabon (+72%).

2. Doublement de la rentabilité opérationnelle courante et résultat net positif malgré 1,1 M€ de charges non-récurrentes.

Le **Résultat Opérationnel Courant** est en nette progression passant de 2,2 M€ à fin juin 2013, soit 1,5% du chiffre d'affaires, à 4,7 M€ en 2014, soit 3% du chiffre d'affaires. Cette amélioration s'explique

- par l'impact de la baisse du prix des matières premières enregistrée sur le premier semestre 2014 par rapport à 2013. A périmètre constant, la part des achats consommés a ainsi diminué de 0,5 points pour atteindre 48,4% du chiffre d'affaires.
- par les plans de restructurations mis en place en 2013, A périmètre constant, la part des charges de personnel a ainsi diminué de 0,6 points et représente 21,7% du chiffre d'affaires.

Le **Résultat Opérationnel** du groupe, marque un spectaculaire redressement passant de +0,8M€ à fin juin 2013 à +4.4M€ à fin juin 2014. Pourtant le résultat 2014 intègre des charges non récurrentes pour litige à hauteur de 1,1 M€. Les frais de restructuration baissent eux fortement passant de 2.2 M€ à 0.2 M€, l'essentiel des coûts correspondant ayant été comptabilisés en 2013.

Dans ce contexte, le **Résultat Net** part du groupe ressort en profit à +0,8 M€ au 30 juin 2014 contre une perte de -3,9 M€ en 2013. Ce profit intègre le résultat financier (-2,2 M€), le résultat enregistré sur les activités abandonnées (-0,1 M€) et l'impôt (-1,3 M€).

3. Evènements significatifs du semestre écoulé

Acquisition de Sigenci

Le 3 février 2014 le groupe a procédé à l'acquisition des titres de la société SIGENCI. Cette société qui emploie 80 personnes a réalisé un chiffre d'affaires de 9,6 millions d'euros en 2013. Elle est spécialisée dans le désamiantage. C'est un des acteurs majeurs du marché français avec des implantations importantes dans le Nord, la région Parisienne et la région Lyonnaise. SIGENCI constitue un complément important tant géographique que technique au dispositif actuellement en place chez EPC dans le désamiantage à travers ses filiales OCCAMIANTE et ATD notamment. Les équipes travaillent activement à la mise en place de synergies tant techniques que commerciales.

Importante Commande de démolition sur un site Industriel en Région Parisienne

Le pôle démolition du groupe EPC a signé avec un important donneur d'ordre un contrat portant sur la démolition de 180 000 m² de bâtiments sur un site industriel en Seine-Saint-Denis. Ce chantier d'un montant de plus de 6 Millions d'Euros est d'une ampleur exceptionnelle :

- 120 000 tonnes de matériaux inertes dont 12000 tonnes à concasser pour être réutilisés en remblais sur site,
- 12 000 tonnes de ferraille,
- 65 000 m² de revêtements bitumineux amiantés,
- 3 000 tonnes de DIB (Déchets Industriels Banals)
- 1 400 jours de travail pour les pelles

Cette commande est également intéressante d'un point de vue technique. Elle nécessite en particulier de mettre en œuvre à grande échelle, le savoir-faire du pôle démolition EPC dans le désamiantage.

Toutes les sociétés du pôle (PRODEMO, OCCAMAT et ATD pour la démolition, OCCAMIANTE et SIGENCI pour le désamiantage, 2B RECYCLAGE pour le traitement des déchets) participent à la réalisation de ce chantier qui se déroule dans des conditions satisfaisantes et à la satisfaction du client final.

Procédures DGC

Contentieux DGC/FC

Par un arrêt du 1er mars 2012, la Cour d'appel de Paris a infirmé le jugement du Tribunal de commerce de Paris du 31 mai 2010 (cf. Rapports annuels 2008 à 2011) et débouté les sociétés DG Construction (DGC) et Financière Constructeam (FC) de l'ensemble de leurs demandes à l'encontre d'EPC, en les condamnant à lui payer 20.000 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile et les dépens.

Le 12 février 2013, la Cour de cassation a cassé cet arrêt seulement en ce qu'il a déclaré les demandes de DGC et FC mal fondées sur le plan délictuel, et renvoyé les parties, sur ce point seulement, devant la Cour d'appel de Versailles.

Par un arrêt du 8 avril 2014, la Cour d'appel de Versailles a confirmé le jugement en ce qu'il avait retenu une faute d'EPC, écarté sa mauvaise foi et l'avait condamnée à payer 100.000€ de dommages-intérêts à FC. Elle a infirmé le jugement pour le surplus en condamnant EPC à payer 400.000€ de dommages-intérêts au liquidateur judiciaire de DGC, et 20.000€ au titre de l'article 700 à chacun des intimés.

Le 17 avril 2014, EPC a formé un pourvoi en cassation contre cet arrêt.

Contentieux avec les anciens dirigeants et actionnaires de DGC

Le 19 juin 2013, quatre ans et demi après avoir mis en demeure EPC, MM. Peccenini, Huens et Colamaria, anciens dirigeants et actionnaires de FC et DGC, l'ont assignée devant le Tribunal de commerce de Paris en paiement de 1,45M€ de dommages-intérêts. Ils soutiennent que dans le cadre de l'opération de rapprochement avec DGC envisagée en 2008, EPC leur avait promis de

souscrire au capital de la société commune et de leur consentir une option de vente leur assurant une plus-value de ce montant.

Par un jugement du 23 janvier 2014, le tribunal a décidé de surseoir à statuer sur ces demandes dans l'attente de l'arrêt de la Cour d'appel de Versailles.

Compte tenu de son pourvoi à l'encontre de cet arrêt, EPC qui considère que les prétentions des demandeurs sont injustifiées, entend solliciter la prorogation du sursis.

EPC Cote d'ivoire

L'implantation sur le marché local des carrières a été rapide et les volumes sont au rendez-vous sur ce segment.

L'usine de production de matrice a démarré comme prévu au cours du premier semestre 2014. Les unités mobiles de fabrication (UMF) sont aujourd'hui opérationnelles également. Le premier client d'importance a commencé à être servi à partir de juillet, il s'agit d'un projet de construction de barrage hydroélectrique.

Renforcement du groupe EPC sur le marché belge.

Le groupe EPC a signé le 24 juillet 2014 un ensemble d'accords qui lui permettent de renforcer sa position sur le marché belge des explosifs et du forage-minage.

Le groupe EPC a acquis les participations suivantes :

- 100% des titres de la société Dynarol, spécialisée dans la commercialisation de détonateurs.
- 49% des titres de la société EPC Belgique, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'explosifs, dont elle détenait déjà 51%.
- 48% des titres de la société DGO m3, spécialisée dans le forage-minage, dont elle détenait déjà 51%.
- Le groupe a également procédé à l'acquisition des terrains d'Amay, sur lesquels sont situés les dépôts d'explosifs et les ateliers de fabrication d'ANFO et de Matrice.

Cette opération consolide la position du groupe sur le marché belge où EPC occupe une position de co-leader. Elle permet également d'optimiser son déploiement dans le Nord et l'Est de la France.

4. Evolution prévisible pour le semestre à venir

Les efforts de restructuration et de repositionnement du groupe ont produit les effets escomptés. La rentabilité opérationnelle s'est nettement redressée dans un contexte de croissance modérée de l'activité.

Le deuxième semestre devrait voir la concrétisation en année pleine des efforts accomplis par le groupe et ses équipes.

Le 18 septembre 2014



Etats financiers semestriels Consolidés Résumés

L'arrêté semestriel au 30 juin 2014 est le premier arrêté intermédiaire établi selon les nouvelles normes comptables IFRS 10 et 11

Ces nouvelles normes affectent la présentation des chiffres mais n'ont aucun impact sur le Résultat Net.

SOMMAIRE

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ AU 30 JUIN 2014	9
ETAT DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2014	10
ETAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE AU 30 JUIN 2014	11
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ AU 30 JUIN 2014.....	12
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS.....	14

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ AU 30 JUIN 2014

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2014	30 juin 2013
			Retraité
<i>Activités poursuivies</i>			
Produit des activités ordinaires		157 291	148 482
Autres produits		588	358
Achats consommés		(76 125)	(72 617)
Autres achats et charges externes	5.1	(36 700)	(36 007)
Variation des stocks d'encours et de produits finis	5.2	1 800	589
Charges de personnel	5.3	(34 887)	(33 110)
Amortissements et dépréciations des immobilisations		(5 061)	(4 779)
Dotations et reprises de provisions		(851)	(281)
Autres produits et charges d'exploitation	5.4	(1 359)	(412)
Résultat opérationnel courant		4 696	2 223
Part du résultat des mises en équivalence	6.4	864	833
Résultat opérationnel courant incluant la part des mises en équivalence		5 560	3 056
Autres produits et charges opérationnels	5.5	(1 177)	(2 207)
Résultat opérationnel		4 383	849
Coût de l'endettement financier net	5.6	(1 495)	(1 683)
Autres produits et charges financiers	5.6	(733)	(686)
Résultat avant impôt		2 155	(1 520)
Impôt sur les résultats	5.7	(1 325)	(1 295)
Résultat net de l'ensemble consolidé – activités poursuivies		830	(2 815)
Résultat net des activités abandonnées	8	(51)	(1 110)
Résultat net de l'ensemble consolidé – total		779	(3 925)
Résultat net – part du groupe		719	(3 936)
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		60	11

**ETAT DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX
PROPRES AU 30 JUIN 2014**

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013 retraité
Résultat net total	779	(3 925)
Ecarts de conversion sur sociétés intégrées globalement	(385)	(839)
Ecarts de conversion sur sociétés mises en équivalence	576	143
Variation des instruments financiers	(13)	322
Impôts différés sur les éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net	4	(107)
Total des autres éléments du résultat global qui seront reclassés ultérieurement en résultat net	182	(481)
Pertes et gains actuariels	(874)	490
Impôt différés sur éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	200	(115)
Résultat global	287	(4 031)
<i>dont quote-part du Groupe</i>	<i>254</i>	<i>(4 023)</i>
<i>dont quote-part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>33</i>	<i>(8)</i>

ETAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE AU 30 JUIN 2014

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2014	31 décembre 2013 Retraité
ACTIF			
Ecarts d'acquisition	6.1	24 592	24 768
Immobilisations incorporelles	6.2	702	692
Immobilisations corporelles	6.3	70 968	71 700
Participations dans les mises en équivalence	6.4	16 094	17 604
Autres actifs financiers non courants	6.5	6 638	8 582
Actifs d'impôts différés	6.11	8 927	8 477
Autres actifs long terme		132	134
Total actifs non courants		128 053	131 957
Stocks	6.6	27 988	26 155
Clients et autres débiteurs	6.7	104 371	93 999
Créances fiscales		1 988	1 264
Autres actifs courants		2 947	2 655
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.8	18 081	15 967
Total actifs courants		155 375	140 040
TOTAL ACTIF		283 428	271 997
PASSIF			
Capital	6.9	5 220	5 220
Réserves		83 731	87 507
Résultat net de l'exercice – part du groupe		719	(2 780)
Capitaux propres part du groupe		89 670	89 947
Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		1 854	2 093
Capitaux propres		91 524	92 040
Dettes financières non courantes	6.10	38 607	19 413
Passifs d'impôts différés	6.11	1 559	1 591
Provisions pour avantages aux salariés		16 634	15 466
Autres provisions non courantes	6.13	15 030	14 755
Autres passifs long terme		351	346
Total passifs non courants		72 181	51 571
Fournisseurs et autres créditeurs	6.14	80 875	74 499
Dettes d'impôt		1 241	1 033
Dettes financières courantes	6.10	27 111	43 820
Autres provisions courantes	6.13	5 421	4 681
Autres passifs courants		5 075	4 353
Total passifs courants		119 723	128 386
Total dettes		191 904	179 957
TOTAL PASSIF		283 428	271 997

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ AU 30 JUIN 2014

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2014	30 juin 2013 Retraité
Résultat net consolidé		779	(3 925)
Elim. des parts des mises en équivalence	6.4	(864)	(830)
Elim. des amortissements et provisions		5 193	7 611
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution		69	294
Elim. autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		78	(59)
Elim. de l'effet d'actualisation		435	141
Elim. des produits de dividendes	6.4	(8)	(10)
Marge brute d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		5 682	3 222
Elim. de la charge (produit) d'impôt	5.7	1 326	1 144
Elim. du coût de l'endettement financier net		1 495	1 683
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		8 503	6 049
Incidence de la variation du BFR	6.15	(5 742)	(5 810)
Impôts payés		(1 984)	(1 966)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		777	(1 727)
Incidence des variations de périmètre	6.16	(54)	(1 812)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	6.3	(3 213)	(3 904)
Acquisition d'actifs financiers		-	-
Variation des prêts et avances consentis		1 995	(1 539)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		306	1 183
Cession d'actifs financiers		37	22
Dividendes reçus	6.4	2 117	2 753
Variation nette des placements court terme		-	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		1 188	(3 297)
Augmentation de capital		-	-
Emission d'emprunts	6.10	8 279	34 806
Remboursement d'emprunts	6.10	(6 711)	(31 779)
Intérêts financiers nets versés		(1 694)	(1 655)
Transactions entre actionnaires : acquisitions/cessions partielles		(71)	178
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		-	-
Dividendes payés aux minoritaires		(15)	-
Autres flux liés au financement		-	-
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(212)	1 550
Incidences de la variation des taux de change		(46)	(230)
Incidence des changements de principes comptables		-	-
Variation de la trésorerie		1 707	(3 704)
Trésorerie d'ouverture	6.8	13 662	13 029
Trésorerie de clôture	6.8	15 369	9 325
Variation de trésorerie		1 707	(3 704)

* Les flux de trésorerie présentés ci-dessus incluent les activités abandonnées présentées en note 8.

Les impacts dans le tableau de flux de trésorerie liés aux activités abandonnées sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013 retraité
Résultat net consolidé	(51)	(1 110)
<i>Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</i>	(95)	(69)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(143)	(282)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	301	175
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(175)	109
Incidences de la variation des taux de change	-	-
Variation de la trésorerie	(17)	(8)
Trésorerie d'ouverture	64	301
Trésorerie de clôture	47	293

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>En milliers d'euros</i>	Capital social	Actions propres	Réserves consolidées et résultat Part du groupe	Réserves de conv.	Total capitaux propres Part du groupe	Intérêts Minoritaires	Total capitaux propres
Total au 31 décembre 2012	5 220	(2 478)	92 767	304	95 813	2 197	98 010
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	587	(674)	(87)	(19)	(106)
Résultat net de l'exercice	-	-	(3 936)	-	(3 936)	11	(3 925)
Total des produits et charges comptabilisés	-	-	(3 349)	(674)	(4 023)	(8)	(4 031)
Dividendes versés	-	-	(416)	-	(416)	(131)	(547)
Variations de périmètre (1)	-	-	5	-	5	(1)	4
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-
Total au 30 juin 2013 Retraité	5 220	(2 478)	89 007	(370)	91 379	2 057	93 436

Total au 31 décembre 2013 Retraité	5 220	(2 478)	88 675	(1 470)	89 947	2 093	92 040
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	(648)	192	(456)	(26)	(492)
Résultat net de l'exercice	-	-	719	-	719	60	779
Total des produits et charges comptabilisés	-	-	71	192	263	34	287
Dividendes versés	-	-	(520)	-	(520)	(49)	(569)
Variations de périmètre (1)	-	-	(19)	-	(19)	(224)	(243)
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-
Total au 30 juin 2014	5 220	(2 478)	88 207	(1 278)	89 670	1 854	91 524

(1) Les variations de périmètre sont liées à des effets dilutifs ou relatifs d'entités pour lesquelles la méthode de l'intégration globale est maintenue.



Annexe aux états financiers consolidés du premier semestre 2014

SOMMAIRE

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE	18
2. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2014	18
2.1. Acquisition de SIGENCI.....	18
2.2. Importante commande de démolition sur un site industriel en région parisienne.	18
2.3. Procédure DGC	19
2.4. EPC Côte d’Ivoire	19
3. PRINCIPES COMPTABLES	20
3.1. Principes généraux et normes comptables	20
3.2. Recours à des estimations	21
3.3. Conséquence de l’application de la norme IFRS 10, 11 12	21
3.4. Evolution de l’information sectorielle.....	25
4. INFORMATION SECTORIELLE	25
4.1. Informations comparatives	25
4.2. Résultats sectoriels	27
4.3. Autres éléments sectoriels inclus dans le compte de résultat, sans contrepartie de trésorerie.....	28
4.4. Investissements sectoriels	29
4.5. Etat de Passage de l’information sectorielle publiée au compte de resultat consolidé.....	29
5. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT	31
5.1. Autres achats et charges externes.....	31
5.2. Variation des stocks d’en-cours et de produits finis au compte de résultat	31
5.3. Charges de personnel	31
5.4. Autres produits et charges d’exploitation.....	32
5.5. Autres produits et charges opérationnels	32
5.6. Coût de l’endettement financier net et autres produits et charges financiers.....	33
5.7. Impôt sur les résultats.....	33
6. NOTES RELATIVES A L’ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	35
6.1. Ecarts d’acquisition	35
6.2. Immobilisations incorporelles	35
6.3. Immobilisations corporelles	36
6.4. Titres mis en équivalence des co-entreprises et entreprises associées	38
6.5. Autres actifs financiers non courants	39
6.6. Stocks et en cours	40
6.7. Clients et autres débiteurs	40
6.8. Trésorerie et équivalents de trésorerie	41
6.9. Capital	41
6.10. Dettes financières	42
6.11. Impôts différés au bilan.....	43
6.12. Provisions pour avantages aux salariés	44
6.13. Autres provisions.....	44
6.14. Fournisseurs et autres créditeurs	45
6.15. Besoin en Fonds de Roulement.....	45
6.16. Incidence des variations de périmètre	45
6.17. Engagements financiers.....	46
7. INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIEES	46
7.1. Contrôle.....	46
7.2. Relation avec les filiales.....	46

7.3. Transactions avec des parties liées.....	46
8. ABANDONS D'ACTIVITES.....	47
8.1. Arrêt des activités de BFMS	47
8.2. Arrêt des activités de Nitrokemfor Services	47
8.3. Arrêt des activités de EEI.....	47
8.4. STIPS TI et ses filiales	48
8.5. Arrêt des activités en Europe Centrale.....	48
9. ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES	48
10. SOCIETES DU GROUPE.....	49
11. ÉVENEMENTS POST CLOTURE.....	51

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Le groupe EPC est un groupe international. EPC SA est une société anonyme cotée à la bourse de Paris (ISIN FR0000039026) immatriculée en France. EPC pratique principalement trois activités :

- La fabrication d'explosifs à usage civil et leur mise en œuvre (forage minage), La démolition, Autres activités diversifiées (produits chimiques).

La société mère, Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques, est une société anonyme française dont le siège social est situé au 61, rue de Galilée, 75008 Paris.

Les comptes consolidés du Groupe EPC au 30 juin 2014 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 18 septembre 2014, qui en a autorisé la publication.

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

2. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2014

2.1. ACQUISITION DE SIGENCI

Le 3 février 2014 le groupe a procédé à l'acquisition des titres de la société SIGENCI.

Cette société qui emploie 80 personnes a réalisé un chiffre d'affaires de 9,6 millions d'euros en 2013. Elle est spécialisée dans le désamiantage. C'est un des acteurs majeurs du marché français avec des implantations importantes dans le Nord, la région Parisienne et la région Lyonnaise.

SIGENCI constitue un complément important tant géographique que technique au dispositif actuellement en place chez EPC dans le désamiantage à travers ses filiales OCCAMIANTE et ATD notamment. Les équipes travaillent activement à la mise en place de synergies tant techniques que commerciales.

2.2. IMPORTANTE COMMANDE DE DEMOLITION SUR UN SITE INDUSTRIEL EN REGION PARISIENNE

Le pôle démolition du groupe EPC a signé avec un important donneur d'ordre un contrat portant sur la démolition de 180 000 m² de bâtiments sur un site industriel en Seine-Saint-Denis. Ce chantier d'un montant de plus de 6 Millions d'Euros est d'une ampleur exceptionnelle :

- 120 000 tonnes de matériaux inertes dont 12000 tonnes à concasser pour être réutilisés en remblais sur site,
- 12 000 tonnes de ferraille,
- 65 000 m² de revêtements bitumineux amiantés,
- 3 000 tonnes de DIB (Déchets Industriels Banals)
- 1 400 jours de travail pour les pelles

Cette commande est également intéressante d'un point de vue technique. Elle nécessite en particulier de mettre en œuvre à grande échelle, le savoir-faire du pôle démolition EPC dans le désamiantage.

Toutes les sociétés du pôle (PRODEMO, OCCAMAT et ATD pour la démolition, OCCAMIANTE et SIGENCI pour le désamiantage, 2B RECYCLAGE pour le traitement des déchets) participent à la réalisation de ce chantier qui se déroule dans des conditions satisfaisantes et à la satisfaction du client final.

2.3. PROCEDURE DGC

Contentieux DGC/FC

Par un arrêt du 1er mars 2012, la Cour d'appel de Paris a infirmé le jugement du Tribunal de commerce de Paris du 31 mai 2010 (cf. Rapports annuels 2008 à 2011) et débouté les sociétés DG Construction (DGC) et Financière Constructeam (FC) de l'ensemble de leurs demandes à l'encontre d'EPC, en les condamnant à lui payer 20.000 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile et les dépens.

Le 12 février 2013, la Cour de cassation a cassé cet arrêt seulement en ce qu'il a déclaré les demandes de DGC et FC mal fondées sur le plan délictuel, et renvoyé les parties, sur ce point seulement, devant la Cour d'appel de Versailles.

Par un arrêt du 8 avril 2014, la Cour d'appel de Versailles a confirmé le jugement en ce qu'il avait retenu une faute d'EPC, écarté sa mauvaise foi et l'avait condamnée à payer 100.000€ de dommages-intérêts à FC. Elle a infirmé le jugement pour le surplus en condamnant EPC à payer 400.000€ de dommages-intérêts au liquidateur judiciaire de DGC, et 20.000€ au titre de l'article 700 à chacun des intimés.

Le 17 avril 2014, EPC a formé un pourvoi en cassation contre cet arrêt.

Contentieux avec les anciens dirigeants et actionnaires de DGC

Le 19 juin 2013, quatre ans et demi après avoir mis en demeure EPC, MM. Peccenini, Huens et Colamaria, anciens dirigeants et actionnaires de FC et DGC, l'ont assignée devant le Tribunal de commerce de Paris en paiement de 1,45M€ de dommages-intérêts. Ils soutiennent que dans le cadre de l'opération de rapprochement avec DGC envisagée en 2008, EPC leur avait promis de souscrire au capital de la société commune et de leur consentir une option de vente leur assurant une plus-value de ce montant.

Par un jugement du 23 janvier 2014, le tribunal a décidé de surseoir à statuer sur ces demandes dans l'attente de l'arrêt de la Cour d'appel de Versailles.

Compte tenu de son pourvoi à l'encontre de cet arrêt, EPC qui considère que les prétentions des demandeurs sont injustifiées, entend solliciter la prorogation du sursis.

2.4. EPC COTE D'IVOIRE

L'implantation sur le marché local des carrières a été rapide et les volumes sont au rendez-vous sur ce segment.

L'usine de production de matrice a démarré comme prévu au cours du premier semestre 2014. Les unités mobiles de fabrication (UMF) sont aujourd'hui opérationnelles également. Le premier client d'importance a commencé à partir de juillet, il s'agit d'un projet de construction de barrage hydroélectrique.

3. PRINCIPES COMPTABLES

3.1. PRINCIPES GENERAUX ET NORMES COMPTABLES

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

3.1.1. Conformité aux normes comptables

En application du règlement n°1126/2008 du Conseil Européen adopté le 3 novembre 2008, le Groupe EPC a établi ses comptes consolidés conformément aux normes internationales d'information financière ou « International Financial Reporting Standards » (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union Européenne à la date de préparation des états financiers.

Les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2014 sont établis conformément à la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. S'agissant de comptes condensés, ils n'intègrent pas toutes les informations et notes annexes requises pour l'établissement des états financiers annuels, et à ce titre ils doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés du Groupe EPC au 31 décembre 2013.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 34, les comptes présentés sont les états consolidés d'EPC SA ; les comptes sociaux de la précédente clôture au 31 décembre 2013 ont été approuvés par le conseil d'administration et déposés au greffe ; les commissaires aux comptes ont émis leur rapport sur les comptes sociaux de la précédente clôture (31 décembre 2013) ; les rapports des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de la précédente clôture (31 décembre 2013) ont été émis sans réserve.

A l'exception des points décrits ci-dessous, les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS, les IAS (International Accounting Standards), et leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

L'ensemble des textes adoptés par l'Union Européenne est disponible sur le site internet de la Commission Européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm

3.1.2. Les normes suivantes sont applicables à compter du 1er janvier 2014 sur l'information financière présentée :

- IFRS 10 « Etats financiers consolidés » ;
- IFRS 11 « Partenariats » ;
- IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ;
- les amendements consécutifs à IFRS 10, 11 et 12 relatifs à IAS 27 (2011) « Etats financiers individuels » et IAS 28 (2011) « Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises » ;
- les amendements à IAS 32 relatifs aux règles de compensation des actifs financiers et des passifs financiers applicable pour les exercices ouverts au 1er janvier 2014 ;
- les amendements à IAS 36 – Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers ;
- les amendements à IAS 39 – Notion de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture ;
- les amendements à IFRS 7 – Informations à fournir – Compensation des actifs et passifs financiers ;

- les amendements à IFRS 1 – Hyperinflation grave et suppression de dates d'application fermes et prêts gouvernementaux ;
- les amendements à IAS 12 – Impôts différés – Recouvrement des actifs sous-jacents ;
- les amendements IAS 1 – Présentation des autres éléments du résultat global ;
- IFRIC 20 – Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert. Les amendements à IAS 19 « Avantages du personnel » relatifs aux régimes à prestations définies adoptés par l'Union européenne en 2012 ont fait l'objet d'une application par anticipation par le Groupe dès le 31 décembre 2013.

3.1.3. Les nouvelles normes, amendements à des normes existantes et interprétations suivantes ont été publiées mais ne sont pas applicables au 30 juin 2014 et n'ont pas été adoptées par anticipation :

- les amendements IAS 16 et IAS 38 – Clarification sur les modes d'amortissement acceptables;
- les amendements IAS 19 – Régimes à prestations définies : contributions des membres du personnel.
- les amendements IFRS 11 – Comptabilisation des acquisitions des intérêts dans une entreprise commune
- IFRIC 21 – Droits et taxes
- IFRS 9* – instruments financiers
- IFRS14* – Comptes de reports réglementaires
- IFRS15* – Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec des clients

3.2. RECOURS A DES ESTIMATIONS

L'établissement des états financiers nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans ces états financiers, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- l'évaluation des provisions et des engagements de retraites
- l'évaluation des impôts différés
- les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur
- l'évaluation des coûts de démantèlement, décontamination et de remise en état des sites

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou suite à de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

3.3. CONSEQUENCE DE L'APPLICATION DE LA NORME IFRS 10, 11 12

Depuis le 1er janvier 2014, les normes IFRS10 « Etats financiers consolidés », IFRS 11 « Partenariats » et IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » publiées en mai 2011 par l'IASB sont entrées en vigueur. Les participations dans Kemek, Kemek US, Exor, Modern Chemical Services, Nitrokemine Guinée et Société de Minage en Guinée étaient antérieurement consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle qui ne peut plus s'appliquer au regard du mode de gouvernance de ces entités et des autres critères définis par la norme.

Ces normes étant applicables rétroactivement, elles ont impliqué le retraitement des périodes publiées antérieures dans les comptes du 30 juin 2014. Il s'agit donc de présenter un état de situation financière retraité au 31 décembre 2013, ainsi qu'un compte de résultat et un tableau de flux de trésorerie retraités au 30 juin 2013. Les impacts de de ces normes sont résumés ci-après :

..3.3.1.1 Etat de passage de la situation financière consolidée publiée à la situation financière retraitée au 31 décembre 2013

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2013 Publié	IFRS 10 et 11	31 décembre 2013 Retraité
ACTIF			
Ecarts d'acquisition	30 552	(5 784)	24 768
Immobilisations incorporelles	699	(7)	692
Immobilisations corporelles	81 985	(10 285)	71 700
Participations dans les mises en équivalence	3 734	13 870	17 604
Autres actifs financiers non courants	5 665	2 917	8 582
Actifs d'impôts différés	9 067	(590)	8 477
Autres actifs long terme	134	-	134
Total actifs non courants	131 836	121	131 957
Stocks	28 483	(2 328)	26 155
Clients et autres débiteurs	96 238	(2 239)	93 999
Créances fiscales	1 333	(69)	1 264
Autres actifs courants	2 800	(145)	2 655
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20 232	(4 265)	15 967
Total actifs courants	149 086	(9 046)	140 040
Groupes d'actifs destinés à être cédés	-	-	-
TOTAL ACTIF	280 922	(8 925)	271 997
PASSIF			
Capital	5 220	-	5 220
Réserves	87 507	-	87 507
Résultat net de l'exercice – part du groupe	(2 780)	-	(2 780)
Capitaux propres part du groupe	89 947	-	89 947
Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	2 093	-	2 093
Capitaux propres	92 040	-	92 040
Dettes financières non courantes	24 461	(5 048)	19 413
Passifs d'impôts différés	1 738	(147)	1 591
Provisions pour avantages aux salariés	15 648	(182)	15 466
Autres provisions non courantes	15 245	(490)	14 755
Autres passifs long terme	346	-	346
Total passifs non courants	57 438	(5 867)	51 571
Fournisseurs et autres créditeurs	77 516	(3 017)	74 499
Dettes d'impôt	1 117	(84)	1 033
Dettes financières courantes	44 275	(455)	43 820
Autres provisions courantes	4 695	(14)	4 681
Autres passifs courants	3 841	512	4 353
Total passifs courants	131 444	(3 058)	128 386
Total dettes	188 882	(8 925)	179 957
Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés	-	-	-
TOTAL PASSIF	280 922	(8 925)	271 997

..3.3.1.2 Etat de passage du compte de résultat publié au compte de résultat retraité au 30 juin 2013

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	IFRS 10 et 11 (1)	30 juin 2013
	Publié		Retraité
<i>Activités poursuivies</i>			
Produit des activités ordinaires	154 483	(6 001)	148 482
Autres produits	374	(16)	358
Achats consommés	(75 163)	2 546	(72 617)
Autres achats et charges externes	(37 146)	1 139	(36 007)
Variation des stocks d'encours et de produits finis	670	(81)	589
Charges de personnel	(34 376)	1 266	(33 110)
Amortissements et dépréciations des immobilisations	(5 273)	494	(4 779)
Dotations et reprises de provisions	(183)	(98)	(281)
Autres produits et charges d'exploitation	(666)	254	(412)
Résultat opérationnel courant	2 720	(497)	2 223
Part du résultat des mises en équivalence	-	833	833
Résultat opérationnel courant incluant la part des mises en équivalence	2 720	336	3 056
Résultat sur cession de participations consolidées	-	-	-
Autres produits et charges opérationnels	(2 207)	-	(2 207)
Résultat opérationnel	513	336	849
Coût de l'endettement financier net	(1 823)	140	(1 683)
Autres produits et charges financiers	(720)	34	(686)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	722	(722)	-
Résultat avant impôt	(1 308)	(212)	(1 520)
Impôt sur les résultats	(1 507)	212	(1 295)
Résultat net de l'ensemble consolidé – activités poursuivies	(2 815)	-	(2 815)
Résultat net des activités abandonnées	(1 110)	-	(1 110)
Résultat net de l'ensemble consolidé – total	(3 925)	-	(3 925)
Résultat net – part du groupe	(3 936)	-	(3 936)
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	11	-	11

(1) Cette colonne prend en compte le reclassement décidé au 31 décembre de remonter le résultat des sociétés mises en équivalence dans le résultat opérationnel.

..3.3.1.3 Etat de passage du tableau de flux de trésorerie publié au tableau de flux de trésorerie retraité au 30 juin 2013

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013 Publié	IFRS 10 et 11	30 juin 2013 Retraité
Résultat net consolidé	(3 925)	-	(3 925)
Elim. des parts des mises en équivalence	(722)	(108)	(830)
Elim. des amortissements et provisions	8 019	(408)	7 611
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	324	(30)	294
Elim. autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	(59)	-	(59)
Elim. de l'effet d'actualisation	143	(2)	141
Elim. des produits de dividendes	(10)	-	(10)
Marge brute d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	3 770	(548)	3 222
Elim. de la charge (produit) d'impôt	1 356	(212)	1 144
Elim. du coût de l'endettement financier net	1 823	(140)	1 683
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	6 949	(900)	6 049
Incidence de la variation du BFR	(5 491)	(319)	(5 810)
Impôts payés	(2 395)	429	(1 966)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(937)	(790)	(1 727)
-Incidence des variations de périmètre	(1 812)	-	(1 812)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(4 559)	655	(3 904)
Acquisition d'actifs financiers	(12)	12	-
Variation des prêts et avances consentis	(863)	(676)	(1 539)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 130	53	1 183
Cession d'actifs financiers	22	-	22
Dividendes reçus	1 025	1 728	2 753
Variation nette des placements court terme	-	-	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(5 069)	1 772	(3 297)
Augmentation de capital	-	-	-
Emission d'emprunts	35 222	(416)	34 806
Remboursement d'emprunts	(31 916)	137	(31 779)
Intérêts financiers nets versés	(1 707)	52	(1 655)
Transactions entre actionnaires : acquisitions/cessions partielles	178	-	178
Dividendes payés aux actionnaires du groupe	-	-	-
Dividendes payés aux minoritaires	-	-	-
Autres flux liés au financement	-	-	-
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	1 777	(227)	1 550
Incidences de la variation des taux de change	(231)	1	(230)
Incidence des changements de principes comptables	-	-	-
Variation de la trésorerie	(4 460)	756	(3 704)
Trésorerie d'ouverture	15 803	(2 774)	13 029
Trésorerie de clôture	11 343	(2 018)	9 325
Variation de trésorerie	(4 460)	756	(3 704)

3.4. EVOLUTION DE L'INFORMATION SECTORIELLE

Le groupe a décidé de maintenir dans l'information des segments opérationnels la consolidation des sociétés Kemek, Kemek US, Exor, Modern Chemical Services, Nitrokemine Guinée et Société de Minage en Guinée selon la méthode de l'intégration proportionnelle en conformité avec l'information produite dans son reporting interne.

Par soucis de cohérence, les sociétés Arabian Explosives et Croda EPC, présentées auparavant dans l'information sectorielle selon la méthode de la mise en équivalence, sont désormais consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

4. INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à la norme IFRS 8 – *secteurs opérationnels*, l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour l'analyse de la performance des activités.

Les zones sont présentées de la manière suivante :

- Zone 1 – Europe
- Zone 2 – Afrique, Moyen Orient

4.1. INFORMATIONS COMPARATIVES

4.1.1. Produit des activités ordinaires publié, par zone géographique

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013 Retraité	Variation %	30 juin 2013 Publié
Zone 1 - Europe	143 729	134 581	6,80%	134 579
Zone 2 - Afrique Moyen Orient	23 686	22 866	3,58%	19 902
Total	167 415	157 447	6,33%	154 481

4.1.2. Produit des activités ordinaires à taux de change et périmètre constant

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013 Retraité	Variation %
Zone 1 - Europe	143 729	139 464	3,06%
Zone 2 - Afrique Moyen Orient	23 686	22 402	5,73%
Total	167 415	161 866	3,43 %

4.1.3. Résultat opérationnel courant par zone géographique

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013 Retraité	30 juin 2013 Publié
Zone 1 - Europe	4 236	852	852
Zone 2 - Afrique Moyen Orient	1 916	2 590	1 868
Total	6 152	3 442	2 720

4.1.4. Résultat net consolidé par zone géographique

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013 Retraité	30 juin 2013 Publié
Zone 1 - Europe	111	(6 069)	(6 069)
Zone 2 - Afrique Moyen Orient	668	2 144	2 144
Total	779	(3 925)	(3 925)

4.2. RESULTATS SECTORIELS

4.2.1. Zone 1 - Europe

Le résultat opérationnel courant de la zone Europe est en très forte progression. Il se traduit par un profit de 4.2M€ contre 0.9 M€ au premier semestre 2013. Cette amélioration résulte à la fois de la hausse du chiffre d'affaires, de la baisse du coût des matières premières et des charges de personnel, mais également de l'amélioration très significative du résultat des filiales du pôle démolition.

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013 Retraité	30 juin 2013 Publié
Produit des activités ordinaires	151 375	140 955	140 955
Produit des activités ordinaires intersectoriel	(7 644)	(6 374)	(6 374)
Produit des activités ordinaires externe total	143 729	134 581	134 581
Quotes-parts de résultat des ent. mises en équivalence	-	-	-
Résultat opérationnel courant incluant la part des co-entreprises mises en équivalence	4 236	852	852
Résultat opérationnel	3 061	(1 355)	(1 355)
Charges financières – net	(1 970)	(2 236)	(2 236)
Résultat avant impôts	1 091	(3 591)	(3 591)
Impôt sur les résultats	(947)	(750)	(750)
Résultat net – activités poursuivies	144	(4 341)	(4 341)
Résultat net – activités abandonnées	(33)	(1 728)	(1 728)
Résultat net total	111	(6 069)	(6 069)

4.2.2. Zone 2 - Afrique Moyen-Orient

Le Résultat Opérationnel Courant de la Zone Afrique Moyen-Orient baisse légèrement. Il s'établit à +1,9 M€ au 30 juin 2014 contre +2,6 M€ sur la même période de 2013. Cette évolution s'explique essentiellement par la baisse de chiffre d'affaires enregistrée sur la période en Guinée et au Maroc qui impactent significativement le résultat des filiales concernées. L'amélioration de la rentabilité de MCS et d'EPC Côte d'Ivoire compense partiellement cette dégradation, ces sociétés étant encore en phase de démarrage. La performance des entités africaines du groupe reste néanmoins notable, le résultat opérationnel courant s'établissant à 8.1% du chiffre d'affaires en 2014.

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013 Retraité	30 juin 2013 Publié
Produit des activités ordinaires	23 822	23 024	51 111
Produit des activités ordinaires intersectoriel	(136)	(158)	(31 209)
Produit des activités ordinaires externe total	23 686	22 866	19 902
Quotes-parts de résultat des ent. mises en équivalence	-	-	722
Résultat opérationnel courant incluant la part des co-entreprises mises en équivalence	1 916	2 590	1 868
Résultat opérationnel	1 916	2 590	1 868
Charges financières – net	(499)	(307)	(307)
Résultat avant impôts	1 417	2 283	2 283
Impôt sur les résultats	(731)	(757)	(757)
Résultat net – activités poursuivies	686	1 526	1 526
Résultat net – activités abandonnées	(18)	618	618
Résultat net total	668	2 144	2 144

4.3. AUTRES ELEMENTS SECTORIELS INCLUS DANS LE COMPTE DE RESULTAT, SANS CONTREPARTIE DE TRESORERIE

4.3.1. Zone 1 – Europe

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013 Retraité	30 juin 2013 Publié
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immobilisations	(4 874)	(4 492)	(4 492)
Dot/Rep. aux provisions	(990)	(364)	(364)

4.3.2. Zone 2 - Afrique Moyen-Orient

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013 Retraité	30 juin 2013 Publié
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immobilisations	(1 049)	(873)	(781)
Dot/Rep. aux provisions	139	181	181

4.4. INVESTISSEMENTS SECTORIELS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013 Retraité	30 juin 2013 Publié
Zone 1 - Europe	2 590	2 740	2 740
Zone 2 - Afrique Moyen Orient	1 545	1 926	1 819
Investissements (incorp&corp)*	4 135	4 666	4 559

* hors investissements financés par contrat de locations financement (voir note 6.3)

4.5. ETAT DE PASSAGE DE L'INFORMATION SECTORIELLE PUBLIEE AU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013 Information sectorielle			IFRS 10 et 11			30 juin 2013 Compte de résultat		
	Zone 1	Zone 2	Total	Zone 1	Zone 2	Total	Zone 1	Zone 2	Total
Produit des activités ordinaires externe total	134 581	22 866	157 447	(3 699)	(5 266)	(8 965)	130 882	17 600	148 482
Quotes-parts de résultat des ent. mises en équivalence	-	-	-	257	576	833	257	576	833
Résultat opérationnel courant incluant la part des co-entreprises mises en équivalence	852	2 590	3 442	(106)	(280)	(386)	746	2 310	3 056
Résultat opérationnel	(1 355)	2 590	1 235	(106)	(280)	(386)	(1 461)	2 310	849
Charges financières – net	(2 236)	(307)	(2 543)	(25)	199	173	(2 261)	(108)	(2 369)
Résultat avant impôts	(3 591)	2 283	(1 308)	(131)	(81)	(212)	(3 722)	2 202	(1 520)
Impôt sur les résultats	(750)	(757)	(1 507)	131	81	212	(619)	(676)	(1 295)
Résultat net – activités poursuivies	(4 341)	1 526	(2 815)	-	-	-	(4 341)	1 526	(2 815)
Résultat net – activités abandonnées	(1 728)	618	(1 110)	-	-	-	(1 728)	618	(1 110)
Résultat net total	(6 069)	2 144	(3 925)	-	-	-	(6 069)	2 144	(3 925)

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014 Information sectorielle			IFRS 10 et 11			30 juin 2014 Compte de résultat		
	Zone 1	Zone 2	Total	Zone 1	Zone 2	Total	Zone 1	Zone 2	Total
Produit des activités ordinaires externe total	143 729	23 686	167 415	(3 998)	(6 126)	(10 124)	139 731	17 560	157 291
Quotes-parts de résultat des ent. mises en équivalence	-	-	-	482	382	864	482	382	864
Résultat opérationnel courant incluant la part des co-entreprises mises en équivalence	4 236	1 916	6 152	(1)	(591)	(592)	4 235	1 325	5 560
Résultat opérationnel	3 061	1 916	4 977	(3)	(591)	(594)	3 058	1 325	4 383
Charges financières – net	(1 970)	(499)	(2 469)	(16)	257	241	(1 986)	(242)	(2 228)
Résultat avant impôts	1 091	1 417	2 508	(19)	(334)	(353)	1 072	1 083	2 155
Impôt sur les résultats	(947)	(731)	(2 055)	19	334	353	(928)	(397)	(1 325)
Résultat net – activités poursuivies	144	686	453	-	-	-	144	686	830
Résultat net – activités abandonnées	(33)	(18)	(51)	-	-	-	(33)	(18)	(51)
Résultat net total	111	668	402	-	-	-	111	668	779

5. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

5.1. AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013 Retraité
Autres services extérieurs	(1 833)	(2 029)
Locations	(6 301)	(5 958)
Prestations générales Groupe (1)	(4 173)	(4 009)
Entretien et grosses réparations	(4 398)	(3 970)
Commissions sur ventes	(989)	(903)
Frais de transport	(7 596)	(7 689)
Frais de déplacement	(3 331)	(3 005)
Intérimaires	(2 296)	(2 090)
Assurance	(2 014)	(1 926)
Honoraires	(1 671)	(1 362)
Autres achats et charges externes	(2 098)	(3 066)
Total des autres achats et charges externes	(36 700)	(36 007)

(1) Prestations de services facturées par des parties liées au groupe.

5.2. VARIATION DES STOCKS D'EN-COURS ET DE PRODUITS FINIS AU COMPTE DE RESULTAT

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013 Retraité
Production stockée de biens	650	506
Variation d'en-cours de production de biens	331	83
Variation d'en-cours de production de services	819	-
Total	1 800	589

5.3. CHARGES DE PERSONNEL

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013 Retraité
Rémunérations	(24 780)	(23 598)
Charges sociales	(10 055)	(9 214)
Autres charges de personnel	(52)	(298)
Total charges de personnel	(34 887)	(33 110)

5.4. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013 Retraité
Production immobilisée	199	1 001
Subventions d'exploitation	46	160
Subventions d'investissement virées au compte de résultat	8	8
Produits de cession d'immobilisations	301	183
Autres produits d'exploitation	775	772
Total autres produits	1 329	2 124
Valeur nette comptable des immobilisations cédées	(293)	(178)
Impôts et taxes	(1 752)	(1 708)
Autres charges d'exploitation	(643)	(650)
Total autres charges	(2 688)	(2 536)
Total autres produits et charges d'exploitation	(1 359)	(412)
Plus ou moins-value sur cession d'immobilisations	8	5

5.5. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013 Retraité
Produits opérationnels non courants	-	-
Divers	-	-
Charges opérationnelles non courantes	(1 177)	(2 207)
Frais d'acquisition SIGENCI	(78)	-
Frais de restructuration (1)	(164)	(2 207)
Autres litiges (2)	(935)	-
Total autres produits et charges non courants	(1 177)	(2 207)
Total autres produits	(1 177)	(2 207)

- (1) Les frais de restructuration nets 2014 sont constitués principalement des coûts liés
- à la reprise de provision liée au plan de sauvegarde de l'emploi d'EPC France pour 0,37 millions d'euros intégralement utilisée
 - au plan de départ volontaire en Italie pour 0,16 millions d'euros.
- (2) Les autres litiges sont constitués essentiellement du litige avec DG Construction

5.6. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013 Retraité
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	6	(3)
Charges d'intérêts	(1 501)	(1 680)
Coût de l'endettement financier net	(1 495)	(1 683)
Pertes de change	(95)	(169)
Gains de change	102	165
Coût financier sur avantages au personnel («interest cost»)	(294)	(317)
(Charge) / produit de désactualisation des provisions	(460)	(140)
Dividendes reçus de sociétés non consolidées	8	10
Dotations et reprises aux provisions financières	44	30
Autres charges financières	(263)	(413)
Autres produits financiers	225	148
Autres produits et charges financiers	(733)	(686)
Total du résultat financier	(2 228)	(2 369)

5.7. IMPOT SUR LES RESULTATS

La charge d'impôts sur le résultat s'analyse de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013 Retraité
(Charge) / produit d'impôts exigibles	(1 443)	(1 460)
(Charge) / produit d'impôts différés	118	165
Total	(1 325)	(1 295)
Impôts reclassés en activités abandonnées	(1)	151
Charge (produit) d'impôt éliminé sur le tableau de flux de trésorerie	(1 326)	(1 144)

Rapprochement entre impôt théorique au taux légal d'imposition en France et impôt effectif :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013 Retraité
Résultat avant impôt et résultat des entreprises liées	1 240	(3 463)
Taux d'imposition théorique en vigueur en France	33,33%	33,33%
Impôt théorique attendu	(413)	1 154
Déficits reportables de la période non activés	(1 110)	(2 118)
Déficits antérieurs non activés utilisés sur la période	536	486
Incidence de la variation de taux (report variable)	11	305
Différentiel de taux sur résultat étranger	75	(280)
Autres différences (1)	(424)	(842)
Impôt effectivement comptabilisé	(1 325)	(1 295)
Taux d'impôt effectif	N/A	N/A

(1) L'impact CVAE s'élève à 332K€

Au 30 juin 2014, le groupe a décidé de maintenir la limitation du montant des actifs d'impôt différé reconnu au titre des pertes de l'intégration fiscale française à 3 369K€, soit l'impôt imputable sur les déficits antérieurs calculé sur le bénéfice prévisionnel des quatre prochaines années. Cet impôt imputable tient compte d'une plus value de cession sur des terrains liée au projet SOLAIRDIRECT.

Au 30 juin 2014, le groupe dispose au niveau de l'intégration fiscale en France d'un stock non-activé d'impôts différés de 17 123K€ au titre des déficits reportables.

Les taux d'impôt applicables sont les suivants :

Pays	Exercice 2014	Exercice 2013
Belgique	33,99%	33,99%
Burkina Faso	27,5%	28%
Côte d'Ivoire	25%	25%
Cameroun	38,5%	38,5%
Espagne	30%	30%
France	33,33%	33,33%
Royaume-Uni	21%	23%
Guinée	30%	30%
Irlande	12,5%	12,5%

Pays	Exercice 2014	Exercice 2013
Italie	31,4%	31,4%
Luxembourg	26,05%	26%
Maroc	30%	30%
Norvège	27%	28%
Portugal	25%	25%
Sénégal	30%	30%
Suède	22%	22%
Gabon	30%	30%
Arabie Saoudite	20%	20%

6. NOTES RELATIVES A L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

6.1. ECARTS D'ACQUISITION

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2014	Exercice 2013 Retraité
A l'ouverture		
Valeur brute	26 712	27 659
Pertes de valeur cumulées	(1 944)	(1 944)
Valeur nette à l'ouverture	24 768	25 715
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	-	-
Variations de périmètre (1)	116	(450)
Ecart de conversion	(292)	(497)
Pertes de valeur enregistrées en résultat	-	-
A la clôture		
Valeur brute	26 536	26 712
Pertes de valeur cumulées (2)	(1 944)	(1 944)
Valeur nette à la clôture	24 592	24 768

(1) Les variations de périmètre au 30 juin 2014 sont liées à l'entrée dans le périmètre de la société SIGENCI.

(2) Les pertes de valeurs cumulées concernent l'UGT démolition.

Suite à la première application de la norme IFRS 11, une quote-part des goodwill qui étaient auparavant affectés aux UGT Afrique et Moyen Orient et Europe doit désormais être allouée aux co-entreprises nouvellement mises en équivalence.

L'allocation doit être effectuée sur la base des valeurs comptables relatives de la co-entreprise et de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle le goodwill se rattachait. La clé de répartition retenue est la valeur comptable relative des actifs non courants des co-entreprises dans les actifs non-courants de l'UGT.

L'écart d'acquisition de l'UGT Afrique et Moyen-Orient a ainsi été affecté à hauteur de 4,771k€ aux co-entreprises, dont 4,421k€ à MCS et 350k€ à NKMG. Le goodwill de l'UGT Europe a été alloué à hauteur de 1,014k€ aux co-entreprises, sur Kemek (936k€) et Kemek US (78k€).

Tests de perte de valeur – méthodologie

Au 30 juin 2014, la revue des indices de perte de valeur ne remet pas en cause les évaluations réalisées au 31 décembre 2013. Aucune dépréciation supplémentaire n'a donc été comptabilisée.

6.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Aucune perte de valeur n'a été constatée sur les immobilisations incorporelles pour les deux exercices 2014 et 2013.

<i>En milliers d'euros</i>	Concessions, brevets, licences	Frais de développe ment	Droit au bail	Autres Immos incorp. & en cours	Total
Au 31 décembre 2013 retraité					
Valeurs brutes	1 300	714	37	1 293	3 344
Amortissements cumulés et dépréciations	(1 256)	(647)	-	(749)	(2 652)
Valeur nette au 31 décembre 2013 retraité	44	67	37	544	692
Variations de l'exercice					
Acquisitions	86	-	-	-	86
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Cession	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations	(27)	(34)	-	(17)	(78)
Reclassements	-	-	-	2	2
Valeur nette au 30 juin 2014	103	33	37	529	702
Au 30 juin 2014					
Valeurs brutes	1 386	714	37	1 301	3 438
Amortissements cumulés et dépréciations	(1 283)	(681)	-	(772)	(2 736)
Valeur nette au 30 juin 2014	103	33	37	529	702

6.3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>En milliers d'euros</i>	Terrains &constr.	Total ITMO (1)	Autres Immoscorp.	Immos en cours et autres	Total
Au 31 décembre 2013 retraité					
Valeurs brutes	51 355	111 689	31 288	4 745	199 077
Amortissements cumulés et dépréciations	(20 890)	(82 088)	(24 368)	(31)	(127 377)
Valeur nette au 31 décembre 2013 retraité	30 465	29 601	6 920	4 714	71 700
Variations de l'exercice					
Acquisitions	51	1 699	537	1 830	4 117
Variations de périmètre	-	133	9	-	142
Cessions	-	(290)	(4)	(109)	(403)
Ecart de conversion	131	110	8	51	300
Amortissements et dépréciations	(452)	(3 513)	(913)	(105)	(4 983)
Autres mouvements	103	856	(17)	(847)	95
Valeur nette au 30 juin 2014	30 298	28 596	6 540	5 534	70 968
Au 30 juin 2014					
Valeurs brutes	51 890	112 780	31 519	5 669	201 858
Amortissements cumulés et dépréciations	(21 592)	(84 184)	(24 979)	(135)	(130 890)
Valeur nette au 30 juin 2014	30 298	28 596	6 540	5 534	70 968

(1) Installations techniques, matériel et outillage.

Contrats de locations financement

Les immobilisations corporelles incluent les éléments suivants pris en location financement :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	Exercice 2013 Retraité
Constructions		
Valeur brute	132	127
Amortissements et dépréciations cumulés	(84)	(76)
Valeur nette comptable	48	51
ITMO		
Valeur brute	18 849	18 791
Amortissements et dépréciations cumulés	(12 621)	(12 234)
Valeur nette comptable	6 228	6 557
Autres immobilisations corporelles		
Valeur brute	4 963	4 921
Amortissements et dépréciations cumulés	(3 899)	(3 737)
Valeur nette comptable	1 064	1 184

Réconciliation des « Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles » des notes 6.2 et 6.3 avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013 Retraité
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	86	104
Acquisitions d'immobilisations corporelles	4 117	5 464
	4 203	5 568
Elimination des acquisitions d'immo. en contrats de location	(585)	(1 726)
Variation des dettes sur acquisitions d'immo. corporelles et incorporelles	(405)	62
	(990)	(1 664)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles – Tableau de Flux de Trésorerie	3 213	3 904

6.4. TITRES MIS EN EQUIVALENCE DES CO-ENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIEES

Au 30 juin 2014, comme au 31 décembre 2013, le Groupe détient des participations dans huit co-entreprises : Arabian Explosives, Croda EPC, Kemek, Kemek US, Exor, Modern Chemical Services, Nitrokemine Guinée et Société de Minage en Guinée (maison mère de Nitrokemine Guinée).

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	Exercice 2013 Retraité
Valeur à l'ouverture de l'exercice	17 604	20 101
Quote-part du résultat	864	1 194
Ecart de conversion	558	(432)
Ecart actuariels	(42)	326
Dividendes	(2 890)	(3 585)
Variation de périmètre	-	-
Valeur à la clôture de l'exercice	16 094	17 604

Réconciliation des « dividendes reçus » des notes 5.6 et 6.4 avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013 Retraité
Dividendes reçus de sociétés non consolidées	8	10
Dividendes distribués par les entreprises associées	2 890	3 590
Variation des créances sur dividendes à recevoir	(781)	(847)
Dividendes reçus – Tableau de Flux de Trésorerie	2 117	2 753

6.5. AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	Exercice 2013 Retraité
Titres de participation	1 645	1 637
Provisions sur titres de participation	(722)	(720)
Valeur nette des titres de participation	923	917
Créances rattachées à des participations (1)	5 586	7 552
Prêts non courants	74	74
Divers	55	39
Autres actifs financiers – valeur brute	5 715	-
Provisions	-	-
Autres actifs financiers – valeur nette	5 715	7 665
Total autres actifs financiers non courants	6 638	8 582

(1) Les créances rattachées à des participations sont liées aux avances de trésorerie effectuées à Modern Chemical Services (4 858K€) et à Kemek US (728K€).

Instruments financiers dérivés

Le groupe EPC a souscrit à des instruments financiers dérivés destinés à convertir des prêts à taux variable en taux fixe. Au 30 juin 2014, la juste valeur de ces instruments financiers dérivés est de (249) K€.

6.6. STOCKS ET EN COURS

<i>En milliers d'euros</i>	Matières premières et autres appro.	En-cours de biens et services	Produits intermédiaires	Marchandises	Total
Au 31 décembre 2013 retraité					
Valeurs brutes	7 106	932	5 070	14 566	27 674
Provisions cumulées	(408)	-	(854)	(257)	(1 519)
Valeur nette au 31 décembre 2013 retraité	6 698	932	4 216	14 309	26 155
Variations de l'exercice					
Mouvements de BFR	(459)	1 150	650	507	1 848
Dotations nettes aux provisions	15	-	(99)	(7)	(91)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	24	42	8	2	76
Autres	-	-	-	-	-
Valeur nette au 30 juin 2014	6 278	2 124	4 775	14 811	27 988
Au 30 juin 2014					
Valeurs brutes	6 671	2 124	5 736	15 075	29 606
Provisions cumulées	(393)	-	(961)	(264)	(1 618)
Valeur nette au 30 juin 2014	6 278	2 124	4 775	14 811	27 988

6.7. CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	Exercice 2013 Retraité
Avances et acomptes	818	926
Créances clients	93 837	80 322
Autres créances (2)	6 645	12 897
Créances fiscales – hors IS	9 054	6 402
Comptes courants (1)	14 403	14 343
Dividendes à recevoir	785	4
Autres	332	150
Total des créances brutes	125 874	115 044
Dépréciation clients et comptes rattachés	(6 994)	(6 536)
Dépréciation des comptes courants (1)	(14 509)	(14 509)
Autres dépréciations	-	-
Total des dépréciations	(21 503)	(21 045)
Total des clients et autres débiteurs	104 371	93 999

(1) Les comptes courants comprennent principalement un compte courant relatif à STIPS TI, pour 14,3 M€, entièrement provisionné.

(2) Les autres créances incluent principalement :

- 5 428K€ de créances cédées au factor non mobilisées
- 585K€ d'actifs liés au surfinancement du régime art. 39

6.8. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	Exercice 2013 Retraité
VMP – Equivalents de trésorerie	3 938	2 620
Disponibilités (1)	14 143	13 347
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	18 081	15 967

Découverts bancaires	(2 712)	(2 305)
Total trésorerie nette	15 369	13 662

(1) Les disponibilités incluent 1 045 K€ nantis chez EPCapRé.

Le groupe dispose en plus des lignes disponibles dans les filiales, auxquels il faut rajouter 4 348 K€ de ligne de crédit disponible sur des créances cédées à CGA (factor) mais non mobilisées au 30 juin 2014.

6.9. CAPITAL

6.9.1. Actions

	Nombre d'actions	Nombre de parts de fondateurs	Total du capital (en K€)
Au 30 juin 2014	168 400	29 473	5 220
Au 31 décembre 2013	168 400	29 473	5 220

Le capital est composé de 168 400 actions de 31 €. Un droit de vote double est attribué à toutes les actions nominatives, entièrement libérées, inscrites depuis cinq ans au moins au nom d'un même titulaire.

Il existe 29 473 parts de fondateurs sans valeur nominative offrant un droit dans les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation. Les réserves de la société tête de Groupe, la SA EPC, comportent un Fonds Précipitaire des parts qui bénéficiera exclusivement à ces dernières en cas de liquidation de la Société. Son montant s'élève désormais à 1 740 000 €, soit 25/75^{ème} du capital social.

6.9.2. Dividendes par action

Au cours de l'exercice 2014, le groupe a procédé à la distribution de dividende pour 520 K€.

6.10. DETTES FINANCIERES

Dettes financières non courantes

En milliers d'euros	31 déc. 2013 retraité	Augment ation	Diminuti on	Variations de périmètre	Reclasse ment (1)	Juste valeur	Autres	30 juin 2014
Emprunts obligataires	3 918	11	-	-	-	-	-	3 929
Emprunts bancaires	11 371	1 153	-	-	18 569	-	(38)	31 055
Instruments de couverture de taux	16	-	-	-	-	13	(26)	3
Dettes sur location financement	4 108	575	-	-	(1 039)	-	(24)	3 620
Total dettes financières non courantes	19 413	1 739	-	-	17 530	13	(88)	38 607

Dettes financières courantes

Emprunts bancaires	32 989	585	(4 954)	-	(18 573)	-	(28)	10 019
Utilisation de lignes de crédits renouvelables	2 047	1 751	(274)	-	-	-	105	3 629
Instruments de couverture de taux	247	-	-	-	-	-	-	247
Mobilisation de créances	3 420	4 776	-	-	-	-	(3)	8 193
Autres emprunts et dettes assimilées	196	3	(194)	-	38	-	1	44
Dettes sur location financement	2 320	10	(1 289)	-	1 005	-	(1)	2 045
Intérêts courus sur emprunt	296	221	(295)	-	-	-	-	222
Total dettes financières courantes hors découverts bancaires	41 515	7 346	(7 006)	-	(17 530)	-	74	24 399
Découverts bancaires	2 305	412	-	-	-	-	(5)	2 712
Total dettes financ. courantes	43 820	7 758	(7 006)	-	(17 530)	-	69	27 111

(1) Suite au bris de ratio constaté au 31 décembre 2013, la part à plus d'un an des emprunts bancaires soumis à ratios avait été reclassée en dettes financières courantes dans les comptes au 31 décembre 2013. Les banques ont, au cours du 1^{er} trimestre 2014, émis un waiver sur ce point. Les emprunts bancaires concernés à plus d'un an ont donc pu être reclassés en dettes financières non courantes.

Réconciliation des « émissions / remboursements d'emprunts » avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013 Retraité
Augmentation des dettes financières non courantes	1 739	28 904
Augmentation des dettes financières courantes	7 346	7 855
Retraitement de la variation des intérêts courus	(221)	(285)
Retraitement de la variation des dettes sur location financement	(585)	(1 668)
Emission d'emprunts – Tableau de Flux de Trésorerie	8 279	34 806
Diminution des dettes financières non courantes	-	(9 926)
Diminution des dettes financières courantes	(7 006)	(22 012)
Retraitement de la variation des intérêts courus	295	159
Correction de la variation des dettes financières suite abandon de créance	-	-
Remboursement d'emprunts – Tableau de Flux de Trésorerie	(6 711)	(31 779)

6.11. IMPOTS DIFFERES AU BILAN

Les mouvements d'impôts différés sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Provisions dépollution décontamination et démantèlement	Avantages au personnel	Autres	Total
Au 31 décembre 2013 Retraité	3 044	3 032	810	6 886
Enregistré au compte de résultat	78	(2)	41	117
Enregistré en capitaux propres	-	196	4	200
Variations de périmètre	-	39	15	54
Différences de change	27	97	(13)	111
Reclassement en activités abandonnées	-	-	-	-
Au 30 juin 2014	3 149	3 362	857	7 368

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	31 Décembre 2013 Retraité
Impôts différés actifs	8 927	8 477
Impôts différés passifs	(1 559)	(1 591)
Impôts différés nets	7 368	6 886

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013 Retraité
Rappel de l'impôt comptabilisé au résultat	117	315
Impôt reclassé sur activités abandonnées	1	(150)
Impôts différés au compte de résultat	118	165

6.12. PROVISIONS POUR AVANTAGES AUX SALARIES

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	Exercice 2013 Retraité
Valeur à l'ouverture de l'exercice	15 466	14 835
Dépenses reconnues en compte de résultat	656	1 062
Cotisations versées	(766)	(1 303)
Ecart actuariels reconnus en capitaux propres	818	1 121
Prestations servies	(110)	(162)
Pertes liées à la réduction de régime	-	-
Ecart de conversion	470	(225)
Passif de retraite reclassé en actif financier	(85)	-
Reclassement Actif financier en passif financier	-	-
Autres mouvements*	84	98
Variation de périmètres	101	40
Valeur à la clôture de l'exercice	16 634	15 466

* coûts administratifs UK

6.13. AUTRES PROVISIONS

<i>En milliers d'euros</i>	Démant. Décontam. Dépol.	Restruct.	Autres (1)	Total
Au 31 décembre 2013 Retraité	12 127	2 671	4 638	19 436
Provisions supplémentaires	24	-	1 869	1 893
Reprises	(58)	(369)	(1 156)	(1 583)
Variation de périmètre	-	-	63	63
Variation du montant actualisé (effet temps et modification du taux)	460	-	-	460
Ecart de conversion	182	-	-	182
Autres mouvements	-	-	-	-
Au 30 juin 2014	12 735	2 302	5 414	20 451

(1) Les autres provisions pour risques et charges correspondent essentiellement aux risques de l'activité courante du groupe

Détail des autres provisions entre non courant et courant

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	Exercice 2013 Retraité
Courant	5 421	4 681
Non Courant	15 030	14 755
Total	20 451	19 436

6.14. FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	Exercice 2013 Retraité
Dettes fournisseurs	52 286	51 753
Avances et acomptes reçus sur commandes	439	472
Dettes sociales	9 454	9 344
Dettes fiscales	13 943	10 595
Autres dettes	4 753	2 335
Total	80 875	74 499

6.15. BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

Le besoin en fonds de roulement s'analyse comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Variations du BFR & provisions courantes	
	30 juin 2014	30 juin 2013 Retraité
Stocks et en cours	1 757	776
Clients et autres débiteurs	5 668	14 789
Autres actifs long terme	1	35
Autres actifs courants	121	1 098
Sous total	7 548	16 698
Fournisseurs et autres créditeurs	(1 785)	(10 122)
Autres passifs long terme	(101)	(3)
Autres passifs courants	(440)	(763)
Sous total	(2 326)	(10 888)
Besoin en fonds de roulement	5 222	5 810

6.16. INCIDENCE DES VARIATIONS DE PERIMETRE

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013 Retraité
Trésorerie acquise lors des entrées de périmètre	324	(137)
Investissement en titres consolidés	(378)	(1 675)
Impact des entrées de périmètre	(54)	(1 812)
Trésorerie cédée lors des sorties de périmètre	-	-
Désinvestissement en titres consolidés	-	-
Impact des sorties de périmètre	-	-
Total des incidences de périmètre	(54)	(1 812)

Au 30 juin 2014, les incidences de variation de périmètre concernaient essentiellement l'entrée de la société SIGENCI dans le groupe.

6.17. ENGAGEMENTS FINANCIERS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	Exercice 2013 Retraité
Effets escomptés non échus	-	-
Avals et cautions	7 611	7 684
Garanties d'actif et de passif	-	-
Hypothèques et nantissements	5 662	5 863
Autres	152	152
Total des garanties données	13 425	13 699

La ligne Avals et Caution ne concerne que les cautions de marché.

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	Exercice 2013 Retraité
Avals et cautions	2 351	2 452
Autres	-	-
Total des garanties reçues	2 351	2 452

Contrats de location simple – Preneurs

Les engagements en matière de contrat de location simple – Preneurs sont peu significatifs et ne sont donc pas présentés.

Contrats de location simple – Bailleurs

Les engagements en matière de contrat de location simple – Bailleurs sont peu significatifs et ne sont donc pas présentés.

7. INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIEES

7.1. CONTROLE

Le Groupe EPC est contrôlé par la société EJ Barbier. La société tête de Groupe est la Société Anonyme d'explosifs et produits chimiques, EPC, détenue à 66,67% par EJ Barbier qui publie des états financiers.

7.2. RELATION AVEC LES FILIALES

Les transactions entre la société mère et ses filiales, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas présentées dans ces notes.

7.3. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES

Le Groupe entretient des relations avec les parties liées suivantes :

- EJ.Barbier, maison mère d'EPC SA
- Adex, Adex TP et Adex Services filiales détenues majoritairement par EJ.Barbier.

Au cours du premier semestre 2014, les relations entre le Groupe EPC et les sociétés liées sont restées en ligne avec la progression de l'activité. Aucune transaction inhabituelle, par sa nature, n'est intervenue au cours de cette période.

8. ABANDONS D'ACTIVITES

Résultat net des activités abandonnées

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013 Retraité
BFMS (note 8.1)	(18)	594
Nitrokemfor Services (note 8.2)	-	24
EEI (note 8.3)	(33)	(81)
STIPS TI et ses filiales (note 8.4)	-	-
Europe Centrale (note 8.5)	-	(1 647)
Résultat net des activités abandonnées	(51)	(1 110)

8.1. ARRET DES ACTIVITES DE BFMS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013 Retraité
Produit des activités ordinaires	-	-
Résultat opérationnel	(14)	411
Produits (charges) financiers, nets	-	6
Impôt sur les résultats	(4)	177
Résultat net des activités abandonnées	(18)	594

Le résultat de BFMS correspond au solde de la procédure d'arbitrage lancée envers Etruscan, qui est intervenu sur le premier trimestre de 2013.

8.2. ARRET DES ACTIVITES DE NITROKEMFOR SERVICES

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013 Retraité
Produit des activités ordinaires	-	-
Résultat opérationnel	-	-
Produits (charges) financiers, nets	(1)	14
Impôt sur les résultats	1	10
Résultat net des activités abandonnées	-	24

8.3. ARRET DES ACTIVITES DE EEI

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013 Retraité
Produit des activités ordinaires	-	-
Résultat opérationnel	(33)	(81)
Produits (charges) financiers, nets	-	-
Impôt sur les résultats	-	-
Résultat net des activités abandonnées	(33)	(81)

8.4. STIPS TI ET SES FILIALES

Comme déjà mentionné dans le rapport 2012, le 26 octobre 2013, EPC SA et sa filiale Démokrite ont été assignées devant le Tribunal de Grande Instance de Thionville avec les anciens dirigeants des sociétés STIPS TI et U2C, qui sont en liquidation judiciaire depuis le 15 octobre 2008, par le liquidateur de celles-ci.

Le liquidateur a évalué l'insuffisance d'actif à une somme comprise entre 45 et 50 millions d'€. Dans le cadre de la procédure collective le groupe EPC a produit pour 15 042 177 € de créances. Ces créances sont intégralement provisionnées au 31 décembre 2011.

Les assignations reprochent essentiellement à EPC SA et Démokrite un prétendu soutien abusif. EPC SA et Démokrite estiment, au contraire, avoir été victimes d'escroqueries et ont déposé plainte de ce chef. Elles considèrent que les prétentions, tardives, formulées par le liquidateur de STIPS TI et U2C sont dénuées de fondement. Ses demandes n'ont donc pas fait l'objet de provision particulière dans les comptes du groupe.

A la suite des plaintes de STIPS TI et du groupe EPC, au cours du premier semestre 2012, le Procureur de la République de Thionville a ouvert une information judiciaire des chefs d'escroquerie et d'abus de biens sociaux, un juge d'instruction a été désigné, et EPC, Demokrite, Demosten ainsi que STIPS TI se sont constituées parties civiles.

L'ensemble des parties ont demandé et obtenu, par deux jugements du 22 novembre 2012 de la chambre commerciale du tribunal de grande instance de Thionville, un sursis à statuer dans l'attente d'une décision définitive sur le volet pénal de l'affaire résultant de l'ouverture de l'information judiciaire.

L'ouverture de cette information judiciaire et le sursis à statuer confortent la position d'EPC et DEMOKRITE qui estiment avoir été victimes d'escroqueries et ont déposé plainte de ce chef dès l'origine du dossier

8.5. ARRET DES ACTIVITES EN EUROPE CENTRALE

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013 Retraité
Produit des activités ordinaires	-	7 977
Résultat opérationnel	-	(1 172)
Produits (charges) financiers, nets	-	(437)
Impôt sur les résultats	-	(38)
Résultat net des activités cédées	-	(1 647)

9. ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES

Néant

10. SOCIETES DU GROUPE

Sociétés	Pays	% d'intérêt	
		Juin 2014	Déc. 2013
Filiales – Intégration globale			
EPC SA	France	100,00	100,00
EPC France	France	100,00	100,00
DEMOKRITE SAS	France	100,00	100,00
DEMOSTEN	France	100,00	100,00
A.T.D. SAS	France	100,00	100,00
PRODEMO SAS	France	100,00	100,00
OCCAMAT SAS	France	100,00	100,00
OCCAMIANTE SAS	France	100,00	100,00
2 B RECYCLAGE SAS	France	100,00	100,00
EPC MINETEK EUROPE (4)	France	0,00	100,00
SOCIETE MINE AFRIQUE	France	100,00	100,00
DIOGEN	France	99,75	99,75
EPC MINETECH	France	100,00	100,00
CORSE EXPANSIFS	France	73,24	73,24
NITRATES ET INNOVATION	France	100,00	100,00
EPC ITALIA	Italie	100,00	100,00
ESMAC	Italie	99,00	99,00
INTEREM	Italie	100,00	100,00
EPC UK	Grande Bretagne	91,84	91,84
MINEXPLO (5)	Grande Bretagne	100,00	51,00
EPC MAROC	Maroc	99,97	99,97
MARODYN	Maroc	95,25	95,25
EPC BELGIQUE (ex DYNAMICHAINES)	Belgique	51,56	51,56
DGO M3	Belgique	26,30	26,30
EMPRESA DE EXPLOSIVOS INDUSTRIAIS LDA (EEI) (2)	Portugal	100,00	100,00
GALILEO EXPLOSIVOS SA	Espagne	100,00	100,00
SERAFINA ORTEGA E HIJOS SA	Espagne	80,00	80,00
EPC ESPANA	Espagne	100,00	100,00
EPC Deutschland (1)	Allemagne	0,00	0,00
EPC POLSKA (1)	Pologne	0,00	0,00
EPC ROMANIA (1)	Roumanie	0,00	0,00
EPC CESKA REPUBLIKA (1)	Rép. Tchèque	0,00	0,00
NITROKEMFOR GUINEE	Guinée	100,00	100,00
NITROKEMFOR SERVICES (2)	Guinée	100,00	100,00
NITROKEMFOR SENEGAL	Sénégal	100,00	100,00
EPC SVERIGE	Suède	100,00	100,00
EPC NORGE	Norvège	100,00	100,00
EPCAPRE	Luxembourg	100,00	100,00
BURKINA FASO MINING SERVICES (2)	Burkina Faso	100,00	100,00
EPC CAMEROUN	Cameroun	100,00	100,00
EPC GUINEE	Guinée	99,99	99,99
EPC GABON	Gabon	100,00	100,00
EPC COTE D'IVOIRE	Côte d'Ivoire	75,00	75,00
SONOUVEX	France	100,00	100,00
EXPLOSIVA VAROR	Suède	100,00	100,00
SIGENCI (3)	France	100,00	0,00

Entreprises associées – Mises en équivalence

ARABIAN EXPLOSIVES (PRIVATE Ltd)	Emirats Arabes Unis	40,00	40,00
CRODA EPC	Australie	39,18	39,18
SOCIETE DE MINAGE EN GUINEE SAS (SMG)	France	50,00	50,00
EXOR	Grande Bretagne	45,92	45,92
NITROKEMINE	Guinée	50,00	50,00
KEMEK	Irlande	50,00	50,00
KEMEK US Limited	Irlande	50,00	50,00
MCS	Arabie Saoudite	40,00	40,00

Entreprises non consolidées

EXCHEM EXPLOSIVES Ltd	Grande Bretagne	100,00	100,00
TOWNEND FARM PARTNERSHIP	Grande Bretagne	75,00	75,00
SICIEX	France	100,00	100,00
CORSE CONFORTEMENT FORAGE MINAGE	France	28,11	28,11
EDILCAVE	Italie	100,00	100,00
SILEX SEGURIDAD	Espagne	99,97	99,97
SANTOS DE CUNHA 7 (société en cours de liquidation)	Portugal	30,00	30,00
CALEXPLO (liquidée)	Nvlle Calédonie	0,00	51,00
SOCIETE CONGOLAISE DES EXPLOSIFS	Congo	100,00	100,00
Compagnie Africaine des Explosifs	Maroc	9,10	9,10
Exchem Defence Systems Ltd	Grande Bretagne	100,00	100,00
Exchem Transport Ltd	Grande Bretagne	100,00	100,00
ADEX	France	5,00	5,00
ADEX TP	France	10,00	10,00
SGMS (société liquidée en 2013)	Guinée	0	100,00

- (1) Ces sociétés ont été cédées en 2013
- (2) Ces sociétés sont présentées en activités abandonnées
- (3) Sigenci a été acquis le 3 février 2014
- (4) EPC Mineteck Europe a été absorbé par transmission universelle de patrimoine dans EPC SA au 31 mai 2014
- (5) Le groupe a procédé au rachat des minoritaires de Minexplo au cours de l'exercice

	30 juin 2014			31 décembre 2013 Retraité		
	Total	France	Etranger	Total	France	Etranger
Intégration globale	40	17	23	43	16	27
Mise en équivalence	8	1	7	8	1	7
Total des sociétés consolidées	48	18	30	51	17	34

11. ÉVÉNEMENTS POST CLOTURE

Renforcement du groupe EPC sur le marché belge.

Le groupe EPC a signé le 24 juillet 2014 un ensemble d'accords qui lui permet de renforcer sa position sur le marché belge des explosifs et du forage-minage.

Le groupe EPC a acquis les participations suivantes :

- 100% des titres de la société Dynarol spécialisée dans la commercialisation de détonateurs.
- 49% des titres EPC Belgique société spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'explosifs dont elle détenait déjà 51%.
- 48% des titres DGO m3 société spécialisée dans le forage-minage dont elle détenait déjà 51%.
- Le groupe a également procédé à l'acquisition des terrains d'Amay, sur lesquels sont situés les dépôts d'explosifs et les ateliers de fabrication d'ANFO et de Matrice.

Cette opération consolide la position du groupe sur le marché belge où EPC occupe une position de co-leader. Elle permet également d'optimiser son déploiement dans le Nord et l'Est de la France.

SOCIETE ANONYME D'EXPLOSIFS ET DE PRODUITS CHIMIQUES

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2014**

(Période du 1^{er} janvier 2014 au 30 juin 2014)

PricewaterhouseCoopers Audit
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles
63, rue de Villiers
92 208 Neuilly-sur-Seine Cedex
France

ACE Audit
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Paris
5, Avenue F. Roosevelt
75008 Paris
France

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2014

(Période du 1^{er} janvier 2014 au 30 juin 2014)

Aux Actionnaires

SOCIETE ANONYME D'EXPLOSIFS ET DE PRODUITS CHIMIQUES

61 rue Galilée
75008 Paris

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2014 au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- La note 3.3 « conséquence de l'application de la norme IFRS 10, 11 et 12 » qui expose les incidences des nouvelles normes sur la consolidation ainsi que le changement de présentation au compte de résultat des sociétés mises en équivalence.
- La note 8.4 relative au suivi de l'assignation d'EPC SA et sa filiale Demokrite par le liquidateur judiciaire de Stips Ti.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 18 septembre 2014

Les Commissaires aux comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

ACE AUDIT

Thierry Charron
Associé

François Shoukry
Associé

**Attestation du responsable du rapport semestriel
d'activité**

Paris le 18 Septembre 2014,

Nous attestons qu'à notre connaissance, les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2014 du Groupe EPC sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le Président Directeur Général

Le Directeur Financier

Olivier Obst

Charles-Ernest Armand